

PDSC Newsletter

30 Mars 2021




N°10.







Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse

Les articles 2,5,8 et 10 sont développés.




Sécurité intérieure des Etats

-  1. Des échauffourées se font encore jour au nord de la Syrie entre les forces turques et les forces démocratiques syriennes (FDS).
-  2. La Corée du Nord a réalisé un nouveau tir de missile, participant à la tension de la région.
-  3. Mozambique : 180 personnes piégées dans un hôtel par une attaque jihadiste à Palma

Economie de la défense

-  4. L'armée de Terre ne recevra son premier drone Patroller que début 2022.
-  5. Le Royaume-Uni va renforcer son arsenal nucléaire, une première depuis la guerre froide.
-  6. Le consortium EUROSAM, composé des industriels MBDA et Thalès, a été notifié par l'organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) afin de préparer la réalisation de la modernisation du système anti-aérien moyenne portée terrestre (SAMP/T).
-  7. La mise en service opérationnelle (MSO) du nouveau standard Rafale, F3-R a été décidée au profit de la Marine Nationale et de l'Armée de l'air et de l'espace. Il bénéficiera notamment de meilleures capacités d'attaque au sol, de suivi de cible et de détection.

Géopolitique

-  8. Liban : 6 mois après la démission du gouvernement, Paris brandit la menace des sanctions pour résoudre l'instabilité politique dans le pays.
-  9. La Corée du Nord rompt brusquement ses relations diplomatiques avec la Malaisie.
-  10. Trois rapports stratégiques ont été publiés par le Royaume-Uni : un sur la place du pays dans le monde, un second sur l'avenir des forces armées et un dernier sur l'industrie de la défense britannique.

Lettre d'information sur l'actualité défense,
sécurité & citoyenneté

La Corée du Nord renoue avec la stratégie de tension

Selon Tokyo, les deux missiles lancés par la Corée du Nord seraient des missiles balistiques. Ces deux missiles ont parcouru 450 kilomètres avant d'atteindre leur cible.

De son côté, le Japon a annoncé une réunion du conseil de sécurité nationale. Le premier ministre japonais a été catégorique : « Cela menace la paix et la sécurité de notre pays et de la région. C'est aussi une violation de la résolution de l'ONU. ».

En effet, plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU interdisent à Pyongyang la poursuite du programme d'armement nucléaire et de missiles balistiques.

Cependant, il ne s'agit pas du premier tir depuis l'investiture de Joe Biden : dimanche dernier, deux missiles ont été lancés après la visite du secrétaire d'Etat et du secrétaire à la Défense à Séoul. Leur importance a été minimisée car il ne s'agissait pas de missiles balistiques.

Rappel de l'arsenal nucléaire Nord-coréen (estimation de la communauté internationale) :

- Nombre maximal d'armes nucléaires : 60-65
- Nombre total d'essais nucléaires : 6 (2006 – 2009 – 2013 – 2016 (2) – 2017)

L'objectif de ce programme nucléaire est d'atteindre les Etats-Unis.

N°10.2

Le Royaume-Uni va renforcer son arsenal nucléaire

Le 16 mars 2021 paraissait la revue intégrée de sécurité, défense, développement et politique étrangère dans laquelle le gouvernement britannique érigeait la Russie en menace majeure. Celui-ci témoignait d'une volonté de se concentrer sur la région indopacifique et évoquait l'augmentation du plafond de son arsenal nucléaire. Le stock d'ogives nucléaires passerait ainsi de 180 à 260, soit une hausse d'environ 45 %. Cette annonce met fin à une trentaine d'années de désarmement depuis la fin de la Guerre Froide et intervient quelques semaines après la reconduction pour 5 ans du traité New START de réduction des armes stratégiques entre les Etats-Unis et la Russie.

Plus largement, cette décision s'inscrit dans un contexte « post-brexit » marqué par une volonté de s'affirmer comme une puissance indépendante et incontournable selon l'idée souvent vantée par les conservateurs de « Global Britain ». « L'objectif premier de cette revue, la plus complète depuis la Guerre froide, est de rendre le Royaume-Uni plus fort, plus sûr et plus prospère tout en défendant nos valeurs (...) Même si nous le voulions, et nous ne le voulons pas, le Royaume-Uni ne pourrait jamais se replier sur lui-même ou se contenter de l'horizon étriqué d'une politique étrangère régionale » déclarait le Premier ministre britannique devant les députés.

Cette annonce a été très critiquée par le parti travailliste ainsi que par le groupe Campaign for Nuclear Disarmament (CND) qui considère que c'est un « premier pas vers une nouvelle course à l'armement nucléaire » et une « énorme provocation ».

Liban : Paris brandit la menace des sanctions pour régler l'instabilité politique

Alors qu'en septembre dernier, Emmanuel Macron avait écarté toute possibilité de sanction concernant le Liban, il semble avoir changé d'avis.

En effet, le président a annoncé jeudi 18 mars qu'« il nous faudra, dans les prochaines semaines, changer d'approche » durant une déclaration à l'Élysée. Depuis plusieurs semaines, le changement de ton est perceptible dans les propos de Jean-Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères. Il a accusé les responsables libanais de non-assistance à pays en danger.

Cette pression a pour objectif d'accroître les pressions sur les chefs locaux afin de constituer au plus vite un nouveau gouvernement. Depuis août 2020, la démission du premier ministre Hassan Diab a plongé le pays dans l'incertitude politique.

Cette situation est sans précédent : le fait qu'un Etat se retrouve à sanctionner un Etat « ami » sans qu'il n'y ait de conflits ou de tensions importantes est inédit. Paris espère toutefois ne pas devoir en arriver là. La situation après 6 mois d'attente devient très préoccupante pour la diplomatie française, d'où cette démarche pour procéder à un débloqué gouvernemental.

Les Français ne sont pas les seuls à mettre à jour leur posture de défense, car ce ne sont pas moins de trois rapports différents qui sont sortis ces deux dernières semaines pour acter de la vision du futur de la défense du Royaume-Uni. On compte ainsi sur *l'Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy : Global Britain in a Competitive Age*, qui acte de la place du Royaume-Uni dans le monde. D'autre part, la base industrielle et technologique de défense, ainsi que les enjeux opérationnels, font l'objet de deux autres rapports : la *Defence and Security Industrial Strategy*, et le *Defence Command Paper*. Nous vous proposons quelques éléments de synthèse.

a) *L'Integrated Review*

Le Royaume-Uni doit ainsi encore jouer sa part dans l'ordre international, investir dans le soft power, et promouvoir le commerce international. Le pays souhaite investir dans l'espace et le cyber, deux domaines d'avenir. La plus grande menace identifiée pour la sécurité économique du pays est la Chine. La modernisation des armées actera des nouvelles priorités concernant l'intelligence artificielle et les capacités offensives cyber.

b) Le *DSIS*

L'objectif est de conserver une avance technologique mondiale, et cela passe par le maintien des infrastructures, des compétences et des savoir-faire industriels, mais aussi par de l'investissement, en favorisant le contact avec les plus petites entreprises, le développement d'accord de gouvernement à gouvernement pour l'exportation de matériels de guerre, et la promotion de l'innovation grâce à diverses initiatives.

c) Le *Defence Command Paper*

Pour résoudre les conflits de basse intensité et les nouvelles compétitions sur le commerce ou encore les valeurs par le développement des nouvelles technologies d'information et de communication, les forces armées britanniques vont investir dans les systèmes de communication, l'intelligence artificielle, le renseignement et les forces spéciales. Le nouvellement créé *UK Space Command* (février 2021) mettra en œuvre le programme de satellite Skynet-6A (Airbus Group) pour un premier lancement prévu pour 2025.

Conclusion partielle

Dans les trois rapports sus-cités, nous restons dans l'angle de la stratégie déclaratoire. Ces trois rapports ne font évoluer qu'à la marge la volonté du Royaume-Uni de continuer à peser sur l'ordre international avec ses alliés, en comptant sur l'innovation, les futurs programmes d'armement, et les nouvelles capacités liés à l'évolution des technologies de l'information et de la communication. Cette vision est parfaitement cohérente avec celle française, exceptée pour l'échelon européen, que vous trouverez synthétisée dans l'article suivant : <https://www.p1dsc.com/les-orientations-francaises-de-defense-et-de-securite-nationale>